Le centre attrape-tout d'Emmanuel Macron (https://nouvelles.univ-rennes2.fr/article/centre-attrape-tout-demmanuel-macron)

Dans *L'extrême-centre ou le poison français, 1789-2019*, l'historien Pierre Serna (http://www.champ-vallon.com/lextreme-centre-ou-le-poison-francais/), rappelait comment les « matrices des politiques possibles » avaient toutes étés inventées durant la période révolutionnaire. En effet, le centre politique n'existerait pas sans la droite et la gauche, soit des catégorisations politiques nées d'une pratique d'assemblée et d'une topographie parlementaire apparues à la fin du XVIII^{e} siècle. Le philosophe Marcel Gauchet a quant à lui bien démontré (https://www.gallimard.fr/Catalogue/GALLIMARD/Quarto/Les-Lieux-de-memoire) le rôle de l'offre politique et sa structuration historique.



Le Roi acceptant la Constitution, au milieu de l'Assemblée Nationale le 14 Septembre 1791. Palais des Tuileries. Salle de Théâtre. BNF/RMN (https://picryl.com/media/le-roi-aceptant-la-constitution-au-milieu-de-lassemblee-nationale-le-14-septembre-e07adc)

C'est notamment avec le débat sur l'octroi du veto au roi que l'hémicycle (https://www.assemblee-nationale.fr/connaissance/collection/10.asp) s'est départagé entre sa partie gauche (hostile au veto royal) et sa partie droite (favorable au veto).
Si la Révolution refusait alors le clivage droite/gauche au nom de la souveraineté nationale, de l'expression unanimiste d'une Nation tendue vers le gouvernement de la Raison, c'est véritablement sous la Restauration que la géographie gauche-droite a été scellée avec la constitution d'un parti ultra(royaliste), défenseur du caractère sacré de la royauté.

Le début d'un système de positions fixes

C'est alors le début d'un système de positions fixes qui se réunit au gré des élections et des renouvellements au sein de l'espace parlementaire, avant que le clivage droite ne se généralise à l'ensemble du pays, pour se penser et se situer en politique, avec le surgissement de l'affaire Dreyfus (https://www.cairn.info/l-affaire-dreyfus--9782707171672.htm) à la fin du XIX^{e} siècle.

Il faut également remonter à la période révolutionnaire pour trouver de très de nombreux députés de la Convention siéger au sein de la Plaine (aussi appelé Marais) en référence à sa position au centre et en bas de l'hémicycle, par opposition aux Montagnards assis sur les bancs en haut et à gauche de l'hémicycle. Ces très nombreux députés, le plus souvent issus de la bourgeoisie libérale et républicaine, sont attachés aux conquêtes de 1789 (se démarquant des monarchistes) tout en refusant les excès révolutionnaires des Montagnards.

Considérant ce système de position, l'entreprise politique contemporaine de conquête et d'exercice du pouvoir d'Emmanuel Macron (https://theconversation.com/le-bilan-demmanuel-macron-agenda-neo-liberal-et-pragmatisme-face-aux-crises-178671) s'apparente bien à l'idée de centre, soit une force politique à la fois centrale et intercalée se présentant sous le jour d'un rassemblement de Républicains modérés.

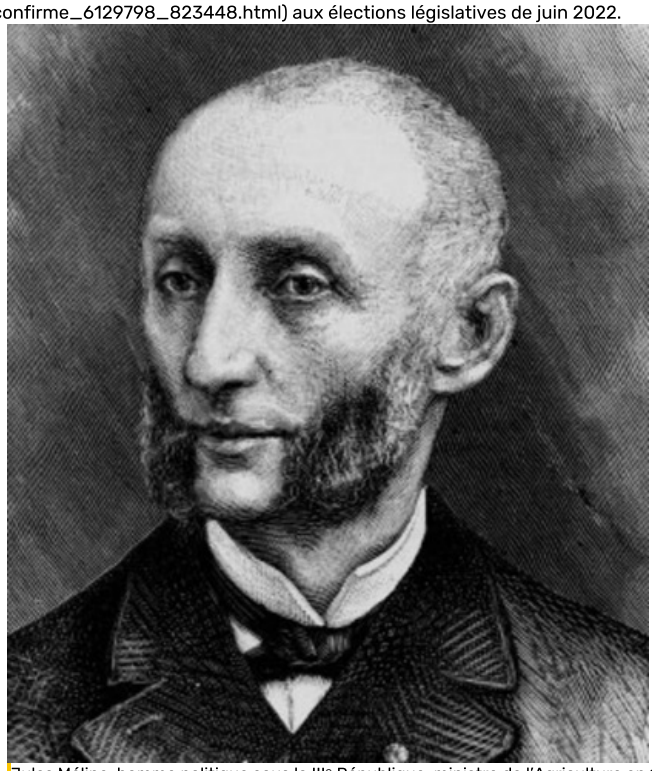
Une nouvelle Troisième Force

Le macronisme occupe d'autant mieux cette position centrale qu'il a ressuscité des logiques tripartites observées au cours des précédentes républiques parlementaires, lorsque la formation de blocs centraux visait, entre autres choses, à neutraliser les ailes « indésirables ». On pense ainsi au cabinet de Jules Méline (1896-1898) (https://www.cairn.info/les-droits-en-france--9782130555148.htm), union de modérés écartant aussi bien les tenants à droite d'un déracinement de la République que les ennemis à l'extrême gauche de l'ordre social libéral ; ou à la coalition de la Troisième force, sous la IV^{e} République, ayant pour dessein d'écarter du pouvoir aussi bien les communistes que les gaullistes.

Cette tripartition contemporaine prend à revers le dualisme institué sous la V^{e} République, chaque force politique étant ici conduite, par son idéologie et/ou par ses alliances, à s'ancrer dans le camp de la droite ou dans celui de la gauche.
En 2022, plus encore qu'en 2017, cet attelage de sensibilités dites « modérées » aime à se présenter comme le seul rempart efficace face à l'hypothèse d'une gauche radicale rangée derrière Jean-Luc Mélenchon d'un côté et d'une droite nationale de l'autre (https://theconversation.com/dune-extreme-droite-a-lautre-geographie-des-votes-zemmour-et-le-pen-182615).

En contribuant à déplacer plus à gauche et plus à droite les alternatives politiques, affaiblissant du même coup le PS, l'UDI et LR (et ralliant leurs dissidents), la majorité présidentielle en vient à les assimiler quant au danger qu'elles constitueraient pour la France. Là où nous étions déjà habitués à la logique anti-cartel (https://www.cairn.info/les-systemes-de-partis-dans-les-democraties-occide--9782724610555.htm) du RN, dénonçant l'UMPS (https://www.lepoint.fr/debats/umps-25-07-2011-1355972_2.php) sur le registre du bonnet blanc et du blanc bonnet, c'est désormais une majorité modérée qui en vient à endosser le discours des équivalences (https://www.lesechos.fr/elections/legislatives/duels-rn-nupes-le-camp-macron-peine-a-arreter-une-ligne-1412865), justifiant ainsi le refus des consignes de vote au second tour des élections législatives.

C'est de plus en plus ce rapport à l'extérieur qui nourrit la cohérence de la majorité présidentielle tant son accordéon politique interne se déplie, et alimente les candidatures dissidentes se réclamant de la majorité présidentielle (https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/06/11/elections-legislatives-2022-la-recomposition-politique-se-confirme_6129798_823448.html) aux élections législatives de juin 2022.



Jules Méline, homme politique sous la IIIe République, ministre de l'Agriculture en 1883 sous le deuxième gouvernement Ferry. BNF/Wikimedia (https://fr.wikipedia.org/wiki/Jules_M%C3%A9line#/media/Fichier:Jules_M%C3%A9line_1898.jpg)

« Gouverner au centre » : l'exemple Giscard

Au jeu des comparaisons et des analogies, il a pu être tentant de rapprocher Emmanuel Macron de l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing, tous deux énarques, Inspecteurs des Finances, jeunes ministres en charge de l'économie et élus présidents de la République à un âge inhabituellement jeune. Porteurs (ou se présentent comme tels) d'une expertise économique et libérale, ils ont été confrontés durant leur mandat à un choc exogène et perturbateur (l'après-crise pétrolière (https://www.cairn.info/revue-vingtieme-si%C3%A8cle-revue-d-histoire-2004-4-page-83.htm) pour l'un, le Covid pour l'autre). Une analogie supplémentaire concerne leur stratégie de conquête du pouvoir (https://www.u-picardie.fr/curapp-revues/root/11/lehingue.pdf). Dans son discours de Charenton (8 octobre 1972), VGE avait comparé la société française à un « grand groupe central avec des ailes » et déclaré « La France souhaite être gouvernée au centre. » Cela signifiait-il « être gouvernée par les centristes » ?

Représentant d'une droite orléaniste modérée et progressiste, son « centrisme » ressort incertain (https://www.cairn.info/les-grandes-figures-de-la-droite--9782262088101-page-351.html). Mais il sait en tout état de cause rallier les forces centristes, comme le Centre démocrate fondé par Jean Lecanuet en 1966 (après sa candidature à l'élection présidentielle) pour conquérir le pouvoir au détriment de l'héritier du gaullisme, Jacques Chaban-Delmas. C'est après le scrutin présidentiel de 1974 que le Centre se retrouvera presque systématiquement allié avec la droite.

Emmanuel Macron semble avoir fait le même pari pour sa première élection présidentielle de 2017, prétendant gouverner au centre sans être lui-même une parfaite incarnation centriste. De même, il réussit à mobiliser le centre par l'entremise et grâce au soutien de François Bayrou (https://www.francetvinfo.fr/politique/francois-bayrou/presidentielle-2017-francois-bayrou-renonce-et-soutient-emmanuel-macron_2069455.html), celui qui n'a jamais été homme de gauche, mais a su réaffirmer une autonomie centriste au moyen de sa critique du sarkozisme (https://www.lexpress.fr/actualite/politique/l-antisarkozysme-visceral-de-francois-bayrou_1107951.html).

Le centrisme introuvable d'Emmanuel Macron

Une manière commode de conclure à ce qu'Emmanuel Macron n'est pas un centriste est de rappeler qu'il n'a lui-même jamais revendiqué cette étiquette, pas davantage qu'il n'a convoqué les figures centristes du passé dans la présentation de soi (de Jean Lecanuet à Jacques Delors). Au demeurant, n'a-t-il pas revendiqué son ubiquité politique, tantôt de droite, tantôt de gauche, plutôt qu'un centrisme invariant ?

Étalonner Emmanuel Macron sur l'échelle du centrisme supposerait de pouvoir se doter préalablement d'une définition sans équivoque du centrisme, quand son expression ressort contingente des époques et des configurations historiques, multiple et pluraliste. Elle peut aussi bien déborder au centre gauche (social-démocratie ouverte au marché) qu'au centre droit (droite humaniste et sociale), ou correspondre à un centrisme écologique explicitement revendiqué par l'Union des centristes et des écologistes (UDE) (https://www.marianne.net/agora/tribunes-libres/nous-avons-le-devoir-de-batir-une-ecologie-centrale), ou « L'Écologie au centre » (https://ecologieaucentre2022.fr/), anciennement Alliance écologiste indépendante. Mais son incarnation la plus forte est à rechercher du côté de la démocratie-chrétienne (du MRP à François Bayrou).

Une juxtaposition d'héritages et d'influences

Avec Emmanuel Macron, nous avons ainsi davantage affaire à une juxtaposition – savante ou bricolée ? – d'héritages et d'influences multiples. Si l'écologie politique est quasi-absente, l'identité démocrate-chrétienne apparaît ténue, malgré le compagnonnage intellectuel revendiqué avec le philosophe Paul Ricœur, ancien président du mouvement du christianisme social (https://www.persee.fr/doc/chris_0753-2776_2003_num_76_1_2406).

Le social-libéralisme ressort *a contrario* de manière plus marquée, les inclinaisons libérales d'Emmanuel Macron le portant vers un capitalisme entrepreneurial davantage que d'héritiers. Elles sont également observées du côté de sa vision du secteur public, avec une pensée administrative et des réformes institutionnelles sous influence de l'anglosphère (https://www.cairn.info/revue-internationale-des-sciences-administratives-2015-1-page-5.htm) et du New public management (https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2005-6-page-26.htm). Ce qu'illustrent aussi bien l'extension l'introduction législative des contrats de projet (recrutement d'agents publics en CDD pour réaliser un projet ou une opération en particulier) que sa vision de l'éducation nationale (transformer les directeurs d'établissements scolaires en véritables managers selon le credo *let the managers manage*, mise en cause des concours nationaux comme porte d'entrée dans le métier d'enseignant).

Une verticalité du pouvoir assumée

Autant Emmanuel Macron peut convoquer différentes traditions, toutes congruentes avec l'idée de modération qui sied au centre, autant l'héritage gaullien qu'il revendique (https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/01/08/le-general-de-gaulle-grand-inspirateur-d-emmanuel-macron_6065561_3232.html) prend à revers l'histoire du centre. Au-delà des inimitiés conjoncturelles entre De Gaulle et les notables centristes, les forces politiques du centre répugnent à la dimension centraliste, verticale, voire autoritaire du pouvoir, autant d'attributs qui se retrouvent condensés dans l'expression de « présidence jupitérienne », supposée qualifier un style d'exercice du pouvoir.

Cette verticalité se retrouve dans le fonctionnement politique de sa majorité. Traditionnellement, les forces politiques centristes connaissent un modèle d'autorité politique personnelle et décentralisée, une « démocratie des notables" sans organisation forte pour reprendre la vulgate duvergérienne du parti de cadre, qu'il convient de nuancer (http://www.afsp.msh-paris.fr%E2%80%BAcollhistscpo04). Si l'organisation politique n'est pas massive dans le cas de LREM/Renaissance, l'appareil relève bien en revanche d'une supervision centraliste (et présidentielle) qui joue d'autant plus que les grands notables locaux font et continuent de faire défaut à la suite des échecs électoraux aux scrutins intermédiaires.

C'est finalement sur un soutien indéfectible à la construction européenne que tradition centriste et macronisme se rejoignent de la manière la plus forte.

Un président transformiste

Au pluralisme de la majorité présidentielle (allant de la social-démocratie jusqu'aux gaullistes modérés) répond l'art du transformisme présidentiel (en référence au *performer* qui change plusieurs fois de costumes sur scène).

Si les circonstances (Gilets jaunes, Covid) expliquent et commandent des adaptations (report de la réforme des retraites, dépense publique), il n'est pas rare que la stratégie et le calcul politiques l'emportent sur le reste. L'agenda et les prises de parole d'Emmanuel Macron se sont réajustées à mesure que son électorat a glissé vers la droite (ce qui ressortait notamment d'une enquête IFOP-JDD (https://www.ifop.com/publication/les-indices-de-popularite-juillet-2021/) publiée en juillet 2021), allant jusqu'à accorder une interview exclusive au magazine de la droite ultra conservatrice *Valeurs actuelles*. Son libéralisme culturel sur les questions d'identité, de laïcité, d'immigration ou de dépénalisation des drogues « douces » recule. Mais lorsque le contexte électoral le presse d'envoyer des signes aux électeurs de gauche, il n'hésite pas à promouvoir Pap Ndiaye au poste de ministre de l'Éducation nationale, soit l'exact opposé de son prédécesseur Jean-Michel Blanquer en termes d'image et de symboles (car il faudra attendre pour pouvoir juger des politiques). C'est ainsi un centrisme attrape-tout auquel nous avons affaire.

Cet article est republié à partir de The Conversation (https://theconversation.com) sous licence Creative Commons. Lire l'article original (https://theconversation.com/le-centre-attrape-tout-demmanuel-macron-184853).